CP - Pour qui voter après le débat du 4 avril ?

Le 07-04-2017

Télécharger ou imprimer au format PDF

Communiqué n°20

Le 7 avril 2017

Alors, pour qui voter après le débat du 4 avril ?

Dans un texte diffusé le 27 mars 2017 et intitulé « *Pour qui voter le 23 avril 2017 ?* », nous expliquions que le Parti de la démondialisation, en l'absence de son propre candidat, avait beaucoup de difficultés à appeler à voter pour un autre candidat.

http://www.pardem.org/presidentielle-2017/647-pour-qui-voter-le-23-avril-2017

Nous expliquions que, *a priori*, les seuls candidats pour lesquels nous pourrions éventuellement appeler à voter le 23 avril sont Messieurs Asselineau, Cheminade, Dupont-Aignan ou Mélenchon. Ils manifestent, chacun à leur manière, bien qu'avec beaucoup de silences et d'ambiguïtés, une certaine volonté de prise de distance avec l'Union européenne. Mais ce seul critère ne peut suffire, car si la sortie de l'euro et de l'Union européenne est une condition nécessaire pour mettre un terme

à la crise, elle est loin d'être suffisante, il faut en effet rompre avec les politiques néolibérales.

C'est pourquoi nous avons été particulièrement attentifs, lors du débat du 4 avril, à la prestation de ces quatre candidats. Pour des raisons de taille, nous n'avons analysé en profondeur que deux thèmes du débat : l'emploi et les questions européennes. Notre position n'est pas encore totalement arrêtée, mais après ce que nous avons vu et entendu, nous ne voyons pas très bien comment nous pourrions appeler à voter pour l'un de ces quatre candidats. Décryptage.

Le débat télévisé du 4 avril sur les chaînes BFMTV et CNews, avec les onze candidats à la présidentielle, aura été relativement bien réussi et très utile. Pourtant beaucoup, notamment parmi les grands médias qui n'avaient sélectionné que les 5 « *grands* » candidats dans un débat précédent, avaient juré que ce n'était pas possible. Après ce débat les mêmes estiment que ce fut la « *confusion* ». C'est faux ! En réalité les citoyens ont pu découvrir des personnalités, ce qui n'est pas négligeable pour désigner un président de la République, et l'essentiel de leurs programmes.

Certes, tout n'a pas été parfait, on peut reprocher trois faiblesses à ce débat, qu'il est possible de résoudre aisément. D'abord, la journaliste Ruth Elkrief n'a pas été à la hauteur, elle a trop parlé, interrompu certains candidats (et pas d'autres). Elle a ainsi perturbé la libre expression des candidats et créé une tension inutile. S'il y a eu de la confusion c'est d'elle qu'elle est venue. Il faudra l'écarter pour les prochains débats. Ensuite, trop de sujets étaient mis sur la table, rendant impossible tout approfondissement. Il faudrait organiser trois ou quatre débats de ce type (et même plus), mais sur un seul sujet, avec une durée un peu plus réduite (3 heures maximum), afin d'aller au fond des choses. Enfin, le dialogue entre candidats n'a pas été vraiment permis, ce qui prive les téléspectateurs d'informations nécessaires car c'est le meilleur moyen pour pousser les candidats dans leurs retranchements.

Pourtant, au total, les chaînes BFMTV et CNews ont réussi leur pari, même si le côté spectacle n'était pas absent du mode d'organisation. On a compté 5,5 millions de téléspectateurs pour BFMTV, 800 000 pour CNews et 1 million de vidéos vues sur Dailymotion. À un moment ou à un autre, 13 millions de téléspectateurs ont regardé l'émission.

Alors pour qui voter ?

Les quatre candidats « eurosceptiques » n'ont pas convaincu (Asselineau, Cheminade, Dupont-Aignan, Mélenchon)

Ils formulent tous, pourtant, des mesures originales et pertinentes dans un grand nombre de domaines. Cependant, l'essentiel, pour nous, est la reconquête de la souveraineté de notre pays – de toute sa souveraineté. Car c'est la condition nécessaire, mais non suffisante, de la sortie de crise. C'est également le tremplin pour relancer l'action universaliste de la France pour la refondation du monde. Sur ces aspects décisifs ces quatre candidats n'ont pas encore pris la dimension des problèmes. Ils se refusent à admettre qu'il existe une hyperclasse mondiale qui a installé la mondialisation néolibérale et qui règne au moyen de trois piliers : les institutions supranationales, le libre-échange, la globalisation financière. Ils se refusent ainsi à admettre qu'il faut affaiblir cette hyperclasse en redonnant le pouvoir au peuple par la démondialisation.

François Asselineau

Il n'a pas été bon et a même complètement raté son « *grand oral* ». Il est apparu pédant et prétentieux, enfermé dans ses raisonnements juridiques abscons, focalisé sur la sortie de l'euro et de l'Union européenne sans en expliquer les raisons et les bienfaits attendus. Il n'a pas été le promoteur convaincant de la libération nationale, il a été contreproductif en apparaissant comme un technocrate, un homme de dossiers sans charisme. Cette émission était un quitte ou double, il a manifestement perdu toute chance de jouer un rôle significatif dans cette campagne.

Question des journalistes : *« Comment créer des emplois ? »*

Réponses de François Asselineau :

- « *C'est une élection présidentielle je n'ai pas de programme économique et social, le problème c'est l'indépendance de la France*. » Quelle maladresse ! Quel mépris des souffrances de millions de personnes privées d'emploi ou dans la précarité ! En outre, sur le plan institutionnel, Monsieur Asselineau se trompe, lui qui rappelle sans arrêt les textes. Il se trompe même deux fois.

Il se trompe une première fois quand il affirme que les questions économiques et sociales ne regardent pas l'élection présidentielle. Or, selon l'Article 5 de la Constitution, « *Le Président de la République veille au respect de la Constitution*. » Et que lit-on dans le préambule qui, rappelons-le, a valeur constitutionnelle : « *Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi*. » Conclusion : le Président de la République doit veiller au respect du droit à l'emploi.

Monsieur Asselineau se trompe une deuxième fois. Car depuis l'inversion du calendrier électoral décidé par Lionel Jospin, Premier ministre socialiste (Jean-Luc Mélenchon a fait partie de son gouvernement !), qui a fait passer les élections législatives après l'élection présidentielle, l'Assemblée nationale est conçue pour être majoritairement celle du Président de la République. Autrement dit, la majorité parlementaire doit appliquer le programme du Président de la République. Que l'on approuve ou que l'on désapprouve cette situation, c'est la réalité.

- « *Une politique de l'emploi n'est pas applicable dans le cadre de l'Union européenne.* » C'est faux et c'est vrai à la fois. C'est faux, car si, par exemple, les 41 milliards d'euros versés en pure perte (pour l'emploi, pas pour les marges des entreprises bénéficiaires) aux entreprises, avaient servi à financer des emplois dans les hôpitaux ou la police (entre autres), 1 million d'emplois pouvaient être financés. Et l'Union européenne n'aurait rien pu dire. En même temps c'est vrai, car avec le système européen (dont l'euro), on ne peut pas transformer en profondeur les conditions du commerce intérieur (la concurrence, les aides d'État), le commerce international (faire du protectionnisme), utiliser la politique monétaire et budgétaire qui sont totalement verrouillées par les traités, contrôler nos frontières.

- « *L'euro est trop cher*. » Oui c'est vrai, mais quel manque de pédagogie ! Il aurait fallu expliquer ce que signifiait cette expression et pourquoi il est trop cher.

Au total, les propositions de François Asselineau sont rigoureusement incapables de venir à bout du chômage. En cela elles ne se différencient en rien des propositions des autres candidats, tout aussi défaillantes dans ce domaine. À quoi bon sortir de l'euro et de l'Union européenne s'il y a toujours autant de chômage et de précarité ?

Question des journalistes : « *L'Europe est-elle un atout ?* »

Réponse de François Asselineau :

- « *Les 10 autres candidats sont d'accord avec le principe de l'Europe, ils sont pour une autre Europe, etc.* » C'est tout à fait exact, mais ce n'est pas la question.

- « *Renégocier implique l'accord des 27. Ils diront NON*. » Tout à fait exact, ce qui rend les propositions de Mélenchon, Dupont Aignan et Le Pen totalement extravagantes.

- « *Il faut faire le FREXIT sereinement, juridiquement par l'article 50 du traité de Lisbonne.* » Oui il faut le FREXIT, comme nous le préconisons également. Mais pas par l'article 50 qui est le meilleur moyen de faire capoter l'opération. Car invoquer l'article 50 du traité de Lisbonne revient à se placer du côté du traité de Lisbonne et contre le peuple qui a rejeté par référendum sa matrice qu'était le traité constitutionnel européen. C'est le meilleur moyen de créer la confusion, de faire traîner, de donner le temps à l'adversaire de se réorganiser et de réagir. Il faut sortir vite par acte unilatéral.

Au total François Asselineau est apparu comme obsédé par la sortie de l'euro et de l'Union européenne, sans intégrer cette démarche absolument nécessaire dans l'ensemble plus vaste qu'est la sortie tout aussi nécessaire de la mondialisation néolibérale par la démondialisation. L'invocation permanente des traités et les citations du Général de Gaulle dont il ponctue ses interventions lui auront fait oublier celle-ci que nous rappelons à sa mémoire :

Charles de Gaulle, dans *C'était de Gaulle*, tome 2, d'Alain Peyrefitte, écrit que « *C'est de la rigolade ! Vous avez déjà vu un grand pays s'engager à rester couillonné, sous prétexte qu'un traité n'a rien prévu au cas où il serait couillonné ? Non. Quand on est couillonné, on dit : "Je suis couillonné. Eh bien, voilà, je fous le camp ! Ce sont des histoires de juristes et de diplomates, tout ça"* ». Nous sommes entièrement d'accord avec cette remarque frappée au coin du bon sens que François Asselineau devrait méditer.

Jacques Cheminade

Son explication de tous les phénomènes tient à un mot : « *la finance* ». Il n'explique pas pour autant d'où vient la domination réelle de la finance, comme si elle s'était imposée toute seule. Il n'évoque jamais l'hyperclasse mondialisée et son système de domination, il réduit son combat à la seule finance. Il crée ainsi les conditions de son échec. Monsieur Cheminade est apparu décalé par rapport aux préoccupations populaires, aux questions sociales en particulier. Il ne paraît pas être de plein pied dans les réalités et reste à un niveau d'abstraction qui le fait apparaître comme une curiosité.

Question des journalistes : *« Comment créer des emplois ? »*

Réponses de Jacques Cheminade :

- « *Le RSA pour tous les 18-25 ans*. » Hors-sujet, le RSA est un revenu, pas un emploi.

- « *Investir 100 milliards d'euros par an pendant 5 ans pour créer 5 millions d'emplois*. » Cette affirmation, qui pourrait se rapprocher du droit opposable à l'emploi que nous proposons, aurait mérité une phrase ou deux de précisions.

- « *Coopérer avec les BRICS*. » Bien sûr, mais il faut être beaucoup plus précis car leur situation de l'emploi est pire qu'en France.

- « *Développer une politique de l'espace et de la mer*. » Pourquoi pas, mais en quoi, comment, où, quand cette politique va-t-elle créer des emplois ?

Au total, rien de clair ni précis sur ce qu'entend faire Monsieur Cheminade pour combattre le chômage.

Question des journalistes : « *L'Europe est-elle un atout ?* »

Réponses de Jacques Cheminade :

- « *Il faut sortir de l'euro, de l'Union européenne, de l'OTAN et revenir à l'Europe des pères fondateurs*. » Oui à la sortie de l'euro, de l'Union européenne et de l'OTAN – c'est ce que nous proposons - mais non à l'Europe des fondateurs, Jean Monnet et Robert Schuman, agents américains qui voulaient une Europe fédérale.

- « *La vraie question est celle des marchés financiers, l'Union européenne est leur courroie de transmission*. » Oui et non, car les marchés financiers sont un des instruments permettant aux classes dirigeantes mondialisées de collecter le profit. Pourquoi masquer cette réalité ?

Notre désaccord est total sur le rôle attribué aux « *pères fondateurs* », et il ne saurait être question de soutenir un candidat qui porte cette idéologie.

Nicolas Dupont-Aignan

Monsieur Dupont-Aignan est apparu assez vide sur les différents dossiers, se contentant de mettre en avant des formules générales tenant lieu de réponse. Nous avons noté qu'il avait considérablement reculé à propos de la sortie de l'euro et de l'Union européenne.

Question des journalistes : *« Comment créer des emplois ? »*

Réponses de Nicolas Dupont-Aignan :

- « *Baisser les charges de 30 milliards d'euros pour les entreprises qui produisent en France*. » Cette seule proposition nous fait éliminer Nicolas Dupont-Aignan. Car c'est cette politique que mènent gauche et droite depuis trente ans, soi-disant pour lutter contre le chômage. Avec les résultats que l'on sait. Monsieur Dupont-Aignan veut continuer la même politique.

- « *Supprimer la directive travailleurs détachés*. » Entièrement d'accord.

- « *Renégocier les traités européens*. » C'est comme Madame Le Pen et Monsieur Mélenchon, il n'y a aucune chance d'y parvenir. C'est de la gesticulation politicienne pour tenter de faire plaisir à tout le monde : les partisans de l'Union européenne et de l'euro, et ses opposants. On ne peut pas gagner sur les deux tableaux, il faut choisir.

- « *Baisser les impôts de 60 milliards d'euros*. » La question ne peut jamais se poser en ces termes. Il faut dire à qui on baisse les impôts et pourquoi, et comment on compense le trou dans les dépenses publiques. On retrouve ici un vieux cliché de droite qui est inacceptable.

Nous constatons que ces propositions sont particulièrement inaptes à résoudre la question du chômage.

Question des journalistes : « *L'Europe est-elle un atout ?* »

Réponses de Nicolas Dupont-Aignan :

- « *Dans le cadre des traités actuels impossible de créer de l'emploi en France*. » Même

réponse que celle faite plus haut à Monsieur Asselineau, c'est vrai et c'est faux.

- « *Protectionnisme incitatif*. » Pourquoi pas mais il ne s'agit que d'une formule qui devait être précisée en deux phrases.

Ce n'est pas sur Nicolas Dupont-Aignan qu'il faudra compter pour libérer notre pays.

Jean-Luc Mélenchon

Il est apparu très modéré par rapport à son habitude. L'explication est simple. Il a réussi, pour l'instant, si on en croit les sondages, à siphonner une partie de l'électorat socialiste de Benoît Hamon. Cela le conduit à accentuer une tendance naturelle chez lui à l'enflure du verbe plutôt qu'à la précision programmatique. Ainsi, beaucoup de téléspectateurs auront pu constater par eux-mêmes que Monsieur Mélenchon fait semblant de vouloir sortir de l'Union européenne. Son électorat hétéroclite, avec une partie croyant qu'il veut sortir du système européen, et une autre partie qui croit le contraire, ne peut ni constituer une force propulsive dans la société, ni une majorité parlementaire cohérente.

Question des journalistes : *« Comment créer des emplois ? »*

Réponses de Jean-Luc Mélenchon :

- « *Stabiliser le droit social*. » Non, il faut reconstruire un droit social protecteur.

- « *Développer l'activité*. » Trop vague.

- « *Investir dans la transition écologique et le modèle agricole*. » Pourquoi pas, mais combien, comment, par quels financements, pour quoi faire exactement, etc.

- « *Augmenter les salaires*. » Oui. Mais attention, toute augmentation des revenus contribue à l'augmentation des importations. Si l'on veut que l'augmentation des salaires serve à développer l'activité économique en France il faut des mesures protectionnistes. Ce que ne propose par Jean-Luc Mélenchon, sa revendication est vaine.

- « *Partager le temps de travail*. » Oui, c'est un facteur très important d'amélioration de la qualité de la vie et de création d'emplois. Il faut ajouter sans perte de salaires, et avec un fonds de péréquation pour les petites entreprises.

- « *La retraite à 60 ans après 40 annuités*. » Oui, c'est un facteur de création d'emplois. Mais pourquoi 40 ans et pas 37,5 années comme c'était le cas avant ? Cela créerait encore davantage d'emplois !

- Suivre le « *modèle Jospin*. » Non ! Jospin détient le record absolu des privatisations, entre autres. Il est vrai cependant que la situation de l'emploi s'est amélioré sous son gouvernement. Mais ce n'est pas grâce à sa politique ! Tous les économistes savent que c'est grâce à une conjoncture internationale particulièrement favorable !

Sur l'emploi, les propositions de Jean-Luc Mélenchon sont très loin de faire le compte, la création d'emploi apparaît comme la conséquence plus ou moins aléatoire d'autres décisions.

Question des journalistes : « *L'Europe est-elle un atout ?* »

Réponses de Jean-Luc Mélenchon :

- « *L'organisation de l'Europe favorise l'exploitation*. » Oui ! Mais alors pourquoi ne pas en tirer toutes les conséquences et en sortir au lieu de tergiverser ?

- « *Le cadre européen nous interdit l'harmonisation sociale*. » Oui, même réponse que plus haut !

- Question d'une journaliste « *alors il faut sortir de l'Europe ?* » Réponse de Monsieur Mélenchon « *mais non, il faut sortir des traités européens !* » Qu'est-ce que ça veut dire ? On sort des traités européens sans sortir de l' « *Europe* » ? Quel est ce charabia ?

- « *Si on nous résiste on partira*. » La « *négociation* » que Monsieur Mélenchon envisage est mal partie ! Qui peut accepter de négocier dans de telles conditions ?

- « *La puissance de la France, ne pas l'oublier*. » Ce n'est pas une raison pour imposer aux autres ce qu'ils ne veulent pas. Si d'autres pays veulent rester avec l'euro c'est leur droit !

- « *Il faut faire des propositions alternatives à l'Allemagne qui peuvent être entendues*. » Illusion totale ! L'Allemagne a désormais des ambitions de grande puissance fondées notamment sur de excédents commerciaux colossaux et sur sa politique non-coopérative : délocalisation de sa production industrielle à l'Est, déflation salariale chez elle. On ne la fera changer de politique que par la sortie de la France de l'euro, unilatéralement, avec une dévaluation du franc qui réduira les excédents commerciaux allemands (par une diminution de notre propre déficit commercial vis-à-vis de ce pays).

Au total, qu'il s'agisse de l'emploi ou des questions européennes, Jean-Luc Mélenchon reste dans le flou. Il est toujours dans le verbe, la rhétorique. Il n'est pas clair, on ne sait pas vraiment ce qu'il veut. Il est impossible de lui faire confiance.

Conclusion générale

Aucun de ces quatre candidats ne s'est placé à la hauteur de la situation. Le système de domination du monde mis en place par l'hyperclasse mondialisée ne leur apparaît pas comme la menace principale à laquelle faire face. Ils tournent autour du pot, tergiversent, lancent des diversions en mettant l'accent sur un aspect particulier de cette domination. Pour l'un, se sera l'euro et l'Union européenne. Pour un autre ce sera « *la finance* ». Pour un troisième ce sera… rien ! Pour le dernier ce sera l'embellissement littéraire permanent de tout ce qui se présente.

Aucun n'aura nos voix.

Contact presse : 06 42 82 89 73

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire